



INTER - OFFICE MEMORANDUM

21 novembre

196 0

A: Monsieur W. Micuta, Civilian Officer

DE: Pierre Bernheim, Marketing Expert FAO

OBJET: Exportation riz, arachides, huile d'arachide, haricots

Le riz est loin d'être en excédent dans l'ensemble du Congo mais une défection d'acheminement a crée dans certaines régions un gros stockage alors qu'ailleurs il y a pénurie de riz. L'arachide n'est pas en excédent actuellement mais par contre l'huile d'arachide qui n'est pas très apprécié par l'indigène peut être exporté (arachide de deuxième catégorie). L'haricot est importé d'Angola en général et ne doit en aucun cas être exporté. Nous essayons au contraire d'augmenter la production pour diminuer les importations Angolaises.



8 Novembre 1960

Monsieur le Ministre,

Selon votre demande l'ONUC a mis gratuitement à votre disposition 5 tonnes de lait entier en poudre pour parer à la famine sévissant actuellement dans les régions de Feshi et de Kehemba. Il s'agit bien entendu d'un secours d'urgence insuffisant pour assurer la protection de tous les habitants de ces régions.

La pénurie actuelle de vivres au Congo ne nous permet pas pour le moment d'envisager un programme de ravitaillement plus conséquent.

Ce lait devrait donc être réservé aux jeunes enfants et aux femmes allaitantes. Il y aurait donc bien de faire assurer ces distributions par les hôpitaux, les dispensaires et les centres sociaux existant dans la région.

Chaque centre, responsable des distributions, devrait rendre compte par écrit de l'utilisation faite de ce lait :

1. nombre moyen journalier de bénéficiaires;
2. nombre de jours de distribution;
3. résultats obtenus et remarques générales;
4. situation nutritionnelle après cette campagne de secours d'urgence.

Heureux d'avoir pu vous donner satisfaction dans la mesure de nos possibilités, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de mes meilleures salutations.

Monsieur Balongi,  
Ministre Provincial  
des Affaires Economiques.

*Signed by*

*Mr. S. Linner*



Remarques - Utilisation du lait en poudre.

Reconstitution : - à 350 gr. d'eau propre ajouter 40 gr. de lait en poudre pour 1 personne  
- ou à 10 Litres d'eau ajouter 120 gr. de lait en poudre - agiter fortement pendant 5 minutes.

Consommation : Le lait reconstitué doit être consommé dans la journée.

Conservation : Une boîte ouverte doit être soigneusement refermée hermétiquement. La poudre de lait à l'air libre ne se conserve pas plus d'une semaine.



8 Novembre 1960

Monsieur le Ministre,

Selon votre demande l'ONUC a mis gratuitement à votre disposition 5 tonnes de lait entier en poudre pour parer à la famine sévissant actuellement dans les régions de Feshi et de Kahemba. Il s'agit bien entendu d'un secours d'urgence insuffisant pour assurer la protection de tous les habitants de ces régions.

La pénurie actuelle de vivres au Congo ne nous permet pas pour le moment d'envisager un programme de ravitaillement plus conséquent.

Ce lait devrait donc être réservé aux jeunes enfants et aux femmes allaitantes. Il y aurait donc bien de faire assurer ces distributions par les hôpitaux, les dispensaires et les centres sociaux existant dans la région.

Chaque centre, responsable des distributions, devrait rendre compte par écrit de l'utilisation faite de ce lait :

1. nombre moyen journalier de bénéficiaires;
2. nombre de jours de distribution;
3. résultats obtenus et remarques générales;
4. situation nutritionnelle après cette campagne de secours d'urgence.

Heureux d'avoir pu vous donner satisfaction dans la mesure de nos possibilités, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de mes meilleures salutations.

Monsieur Balongi,  
Ministre Provincial  
des Affaires Economiques.

./.

*Signed by*  
*Mr. S. Linner*



Remarques - Utilisation du lait en poudre.

Reconstitution :- à 350 gr. d'eau propre ajouter 40 gr. de lait en poudre pour 1 personne  
- ou à 10 Litres d'eau ajouter 120 gr. de lait en poudre - agiter fortement pendant 5 minutes.

Consommation : Le lait reconstitué doit être consommé dans la journée.

Conservation : Une boîte ouverte doit être soigneusement refermée hermétiquement. La poudre de lait à l'air libre ne se conserve pas plus d'une semaine.



7 novembre 1960

Mesures prises pour donner satisfaction à la demande de  
M. Salongi, Ministre des Affaires Economiques de la Province,  
en ce qui concerne l'aide alimentaire de l'ONUC auprès des  
populations du Kwango et du Kwilu, en particulier Feschi et Kahemba.

Sur la demande de Monsieur Micuta, Officier Civil de l'ONUC, deux experts de la FAO, Messieurs Raba, Nutritioniste et Bernheim, Commercialisation des produits agricoles, ont pris contact avec Monsieur Falchier, Conseiller belge du Ministre des Affaires Economiques, Monsieur Salongi et Monsieur Nyaka, attaché de cabinet au Ministère Provincial, en vue d'étudier les modalités de la participation de l'ONUC dans l'action envisagée pour lutter contre une famine qui s'accentuerait dans les régions précitées.

Situation actuelle :

Avant l'indépendance la situation alimentaire de ces deux régions était assez précaire en particulier la production locale d'aliments protéiques était nettement insuffisante. Du poisson séché ou fumé était importé grâce à la vente des fruits de palme dont le commerce était entièrement entre les mains de Portugais qui jouaient le rôle d'intermédiaires entre le producteur et les centres de traitement et de distribution (Kikwit - Kenge ...).

Actuellement ce stade d'achat n'existe plus en raison du départ des portugais et de la disparition des moyens de transport.

Ces régions ne disposent donc d'aucun pouvoir d'achat pour importer des protéines animales et la cueillette traditionnelle des chenilles est la seule source de protéines.

A l'heure actuelle, une démarche effectuée par M. Raba et M. Bernheim auprès de M. Béreuti, Food Coordinator, révèle l'absence actuelle de vivres de secours à Léopoldville. Toutefois, M. Béreuti pourrait mettre à la disposition de M. Salongi 5 tonnes de lait en poudre sur les stocks existant à Léopoldville. Ce lait serait transporté dans les régions de Feschi et Kahemba par M. Nyoka qui aurait obtenu 2 camions des Travaux Publics.

Ce lait serait distribué exclusivement dans les formations sanitaires de la Région, principalement aux enfants.

Un rapport sur l'utilisation de ce lait devra nous être adressé par M. Nyoka à son retour.

Il ne peut s'agir actuellement que d'un secours limité et provisoire et le Ministère Provincial de l'Agriculture prévoit une réorganisation des échanges



coûteuses entre ces régions et l'Angola. Dans un premier stade un système de troc doit être institué : huile de palme, palmistes contre poisson séché.

Si ultérieurement l'aide de l'ONUC devrait être envisagée, il faut souligner que les conditions de transport des vivres de secours devraient répondre à des conditions très particulières. L'ONUC devrait fournir non seulement les denrées alimentaires, mais aussi des véhicules qui devraient être confiés à du personnel congolais et ceci sans escorte militaire ONUC ou congolaise en raison du climat politique régnant actuellement dans ces régions.

Selon notre avis, cette action ONUC contribuerait à la lutte contre une grave famine qui sévit dans les régions mentionnées et favoriserait la consolidation de l'autorité politique provinciale dans ces régions lointaines. Les relations entre le Gouvernement, les populations et les techniciens de l'ONUC seraient par cette action renforcées.



7 novembre 1960

Mesures prises pour donner satisfaction à la demande de  
M. Salongi, Ministre des Affaires Economiques de la Province,  
en ce qui concerne l'aide alimentaire de l'OMK auprès des  
populations du Kasongo et du Kwana, en particulier Fesché et Kahemba.

Sur la demande de Monsieur Nicote, Officier Civil de l'OMK, deux experts de la FAD, Messieurs Rabe, Nutritionniste et Bernheim, Commercialisation des produits agricoles, ont pris contact avec Monsieur Melchior, Conseiller belge du Ministre des Affaires Economiques, Monsieur Salongi et Monsieur Nyoka, attaché de cabinet au Ministère Provincial, en vue d'étudier les modalités de la participation de l'OMK dans l'action envisagée pour lutter contre une famine qui s'accentuerait dans les régions précitées.

Situation actuelle :

Avant l'indépendance la situation alimentaire de ces deux régions était assez précaire en particulier la production locale d'aliments protéiques était nettement insuffisante. Du poisson séché ou fumé était importé grâce à la vente des fruits de palme dont le commerce était entièrement entre les mains de Portugais qui jouaient le rôle d'intermédiaires entre le producteur et les centres de traitement et de distribution (Kikwit - Kanga ...).

Actuellement ce stade d'achat n'existe plus en raison du départ des portugais et de la disparition des moyens de transport.

Ces régions ne disposent donc d'aucun pouvoir d'achat pour importer des protéines animales et la cueillette traditionnelle des chenilles est la seule source de protéines.

A l'heure actuelle, une démarche effectuée par M. Rabe et M. Bernheim auprès de M. Sérouti, Food Coordinator, révèle l'absence actuelle de vivres de secours à Léopoldville. Toutefois, M. Sérouti pourrait mettre à la disposition de M. Salongi 3 tonnes de lait en poudre sur les stocks existant à Léopoldville. Ce lait serait transporté dans les régions de Fesché et Kahemba par M. Nyoka qui aurait obtenu 2 camions des Travaux Publics.

Ce lait serait distribué exclusivement dans les formations sanitaires de la Région, principalement aux enfants.

Un rapport sur l'utilisation de ce lait devra nous être adressé par M. Nyoka à son retour.

Il ne peut s'agir actuellement que d'un secours limité et provisoire et le Ministère Provincial de l'Agriculture prévoit une réorganisation des échanges

./.



coûteuses entre ces régions et l'Angola. Dans un premier stade un système de tron doit être institué : huiles de palme, palmistes contre poisson séché.

Si ultérieurement l'aide de l'ONAC devrait être envisagée, il faut souligner que les conditions de transport des vivres de secours devraient répondre à des conditions très particulières. L'ONAC devrait fournir non seulement les denrées alimentaires, mais aussi des véhicules qui devraient être confiés à du personnel congolais et ceci sans escorte militaire ONAC ou congolaise en raison du climat politique régnant actuellement dans ces régions.

Salon notre avis, cette action ONAC contribuerait à la lutte contre une grave famine qui sévit dans les régions mentionnées et favoriserait la consolidation de l'autorité politique provinciale dans ces régions lointaines. Les relations entre le Gouvernement, les populations et les techniciens de l'ONAC seraient par cette action renforcées.



7 novembre 1960

Mesures prises pour donner satisfaction à la demande de  
M. Salongi, Ministre des Affaires Economiques de la Province,  
en ce qui concerne l'aide alimentaire de l'ONK auprès des  
populations du Kwanoo et du Kulu, en particulier l'asch et Kambaba.

Sur la demande de Monsieur Nicote, Officier Civil de l'ONK, deux experts de la FAD, Messieurs Rabe, Nutritionniste et Bernheim, Commercialisation des produits agricoles, ont pris contact avec Monsieur Melchior, Conseiller belge du Ministre des Affaires Economiques, Monsieur Salongi et Monsieur Nyoka, attaché de cabinet au Ministère Provincial, en vue d'étudier les modalités de la participation de l'ONK dans l'action envisagée pour lutter contre une famine qui s'accentuait dans les régions précitées.

Situation actuelle :

Avant l'indépendance la situation alimentaire de ces deux régions était assez précaire en particulier la production locale d'aliments protéiques était nettement insuffisante. Du poisson séché ou fumé était importé grâce à la vente des fruits de palmier dont le commerce était entièrement entre les mains de Portugais qui jouaient le rôle d'intermédiaires entre le producteur et les centres de traitement et de distribution (Kikwit - Kanga ...).

Actuellement ce stade d'achat n'existe plus en raison du départ des portugais et de la disparition des moyens de transport.

Ces régions ne disposent donc d'aucun pouvoir d'achat pour importer des protéines animales et la cueillette traditionnelle des chenilles est la seule source de protéines.

A l'heure actuelle, une démarche effectuée par M. Rabe et M. Bernheim auprès de M. Béroult, Food Coordinator, révèle l'absence actuelle de vivres de secours à Léopoldville. Toutefois, M. Béroult pourrait mettre à la disposition de M. Salongi 5 tonnes de lait en poudre sur les stocks existant à Léopoldville. Ce lait serait transporté dans les régions de l'asch et Kambaba par M. Nyoka qui aurait obtenu 2 camions des Travaux Publics.

Ce lait serait distribué exclusivement dans les formations sanitaires de la région, principalement aux enfants.

Un rapport sur l'utilisation de ce lait devra nous être adressé par M. Nyoka à son retour.

Il ne peut s'agir actuellement que d'un secours limité et provisoire et le Ministère Provincial de l'Agriculture prévoit une réorganisation des échanges

./.



coûtusiers entre ces régions et l'Angola. Dans un premier stade un système de troc doit être institué : huiles de palme, palmistes contre poisson séché.

Si ultérieurement l'aide de l'ONUC devrait être envisagée, il faut souligner que les conditions de transport des vivres de secours devraient répondre à des conditions très particulières. L'ONUC devrait fournir non seulement les denrées alimentaires, mais aussi des véhicules qui devraient être confiés à du personnel congolais et ceci sans escorte militaire ONUC ou congolaise en raison du climat politique régnant actuellement dans ces régions.

Selon notre avis, cette action ONUC contribuerait à la lutte contre une grave famine qui sévit dans les régions mentionnées et favoriserait la consolidation de l'autorité politique provinciale dans ces régions lointaines. Les relations entre le Gouvernement, les populations et les techniciens de l'ONUC seraient par cette action renforcées.





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

7 novembre 1960

Mesures prises pour donner satisfaction à la demande de  
M. Balangi, Ministre des Affaires Economiques de la Province,  
en ce qui concerne l'aide alimentaire de l'ONUC auprès des  
populations du Kwango et du Kwilu, en particulier Feschi et Kahemba.

Sur la demande de Monsieur Micuta, Officier Civil de l'ONUC, deux experts de la FAO, Messieurs Raba, Nutritioniste et Bernheim, Commercialisation des produits agricoles, ont pris contact avec Monsieur Melchior, Conseiller belge du Ministre des Affaires Economiques, Monsieur Balangi et Monsieur Nyaka, attaché de cabinet au Ministère Provincial, en vue d'étudier les modalités de la participation de l'ONUC dans l'action envisagée pour lutter contre une famine qui s'accentuerait dans les régions précitées.

Situation actuelle :

Avant l'indépendance la situation alimentaire de ces deux régions était assez précaire en particulier la production locale d'aliments protéiques était nettement insuffisante. Du poisson séché ou fumé était importé grâce à la vente des fruits de palme dont le commerce était entièrement entre les mains de Portugais qui jouaient le rôle d'intermédiaires entre le producteur et les centres de traitement et de distribution (Kikwit - Kenge ...).

Actuellement ce stade d'achat n'existe plus en raison du départ des portugais et de la disparition des moyens de transport.

Ces régions ne disposent donc d'aucun pouvoir d'achat pour importer des protéines animales et la cueillette traditionnelle des chenilles est la seule sources de protéines.

A l'heure actuelle, une démarche effectuée par M. Raba et M. Bernheim auprès de M. Bérouti, Food Coordinator, révèle l'absence actuelle de vivres de secours à Léopoldville. Toutefois, M. Bérouti pourrait mettre à la disposition de M. Balangi 5 tonnes de lait en poudre sur les stocks existant à Léopoldville. Ce lait serait transporté dans les régions de Feschi et Kahemba par M. Nyoka qui aurait obtenu 2 camions des Travaux Publics.

Ce lait serait distribué exclusivement dans les Formations Sanitaires de la Région, principalement aux enfants.

Un rapport sur l'utilisation de ce lait devra nous être adressé par M. Nyoka à son retour.

Il ne peut s'agir actuellement que d'un secours limité et provisoire et le Ministère Provincial de l'Agriculture prévoit une réorganisation des échanges

./.



coûtumiers entre ces régions et l'Angola. Dans un premier stade un système de troc doit être institué : huile de palme, palmistes contre poisson séché.

Si ultérieurement l'aide de l'ONUC devrait être envisagée, il faut souligner que les conditions de transport des vivres de secours devraient répondre à des conditions très particulières. L'ONUC devrait fournir non seulement les denrées alimentaires, mais aussi des véhicules qui devraient être confiés à du personnel congolais et ceci sans escorte militaire ONUC ou congolaise en raison du climat politique régnant actuellement dans ces régions.

Selon notre avis, cette action ONUC contribuerait à la lutte contre une grave famine qui sévit dans les régions mentionnées et favoriserait la consolidation de l'autorité politique provinciale dans ces régions lointaines. Les relations entre le Gouvernement, les populations et les techniciens de l'ONUC seraient par cette action renforcées.

*ampliées.*



## Avant-Projet.

### .LES VOLONTAIRES DU TRAVAIL.

(Essai de solution à l'angoissant problème de la jeunesse "inutile".).

#### PREAMBULE :

A la page 9 de la note relative à l'organisation d'un Ministère des AFFAIRES SOCIALES au CONGO, il est question des "VOLONTAIRES DU TRAVAIL" :

"Pour eux seraient créés des camps de travail où, pendant une durée de deux ans, tout en rendant service à la communauté par des travaux d'intérêt général, ils auraient la possibilité d'apprendre un métier manuel. Un esprit d'équipe, une discipline de vie et l'amour de leur CONGO leur seraient inculqués, afin qu'après cette période de camps, ils puissent s'intégrer à la communauté.

"Une rémunération décente leur serait allouée en plus de la nourriture, du logement et de l'habillement. D'autre part, des facilités leur seraient offertes pour entrer, à l'issue de la période de deux ans, dans les services de l'Etat ou de la Province."

#### I - DONNEES DU PROBLEME -

- a.-L'échec quasi total des "expériences" faites en matière de reclassement des jeunes désœuvrés.
- b.-L'aggravation du désœuvrement des jeunes depuis un an. Rien qu'à LEOPOLD-VILLE, on estime à environ 30.000 le nombre de jeunes désœuvrés.
- c.-Le complexe s'accroît chez le jeune désœuvré d'être un raté, un "inutile".
- d.-Les crédits inexistantes ou non prévus pour une action concertée et synchronisée en matière de jeunesse.
- e.-La difficulté de recruter des cadres supérieurs de valeur ; ces cadres indispensables devraient être recherchés là où ils se trouvent. (Industrie - Enseignement - Administration).

#### II - FACTEURS ESSENTIELS DONT IL FAUT TENIR COMPTE AVANT TOUTE RECHERCHE DE SOLUTION EN MATIERE DE JEUNESSE DESOEUVREE -

- a.-L'économie du CONGO cherchera sa voie pendant plusieurs années et ne reprendra son équilibre que dans deux ans au plus tôt.
- b.-Dans tous les pays sous-développés ou jeunes, les gouvernants sont séduits par des réalisations d'envergure en matière de jeunesse, sous l'ardente poussée des jeunes eux-mêmes, l'Etat favorise les organisations qui mettent la jeunesse au service de la nation. (Il y a à cela des raisons économiques, psychologiques et sociales.).
- c.-Des cadres d'éducateurs et de chefs cherchant avec inquiétude la promotion de la jeunesse défavorisée ne se trouvent pas sans peine. On ne forme pas des cadres en trois mois lorsqu'on sait que l'avenir d'un million et demi de garçons dépend d'eux.
- d.-N'importe quelle jeunesse peut être "accrochée" sur le plan de l'utilité, lorsqu'elle se sent menée avec autorité et que ce qu'on lui propose se trouve dans un contexte donné.

#### III - PRINCIPES D'ORGANISATION -

- a.-Les "VOLONTAIRES DU TRAVAIL" constitueraient une organisation autonome et ne



dépendraient pas directement de l'Etat, afin de sauvegarder dans la mesure du possible certains principes de liberté et pour ne pas être à la merci de la politique.

- b.-Un Conseil d'Administration serait constitué, composé de fonctionnaires représentant l'Etat et de techniciens spécialisés : éducateurs, enseignants, agronomes, économistes, sociologues, travailleurs sociaux, ingénieurs, représentants des familles.
- c.-La direction effective de l'organisation serait confiée à un Etat-Major restreint, avec un Chef d'Etat-Major, un leader. Ce leader doit être un éducateur d'esprit chrétien, courageux et réaliste, doublé d'un économiste de talent.
- d.-*dans le sens le plus large* Tout en insérant les jeunes jusqu'à présent désœuvrés dans un plan précis de développement du pays (développement communautaire), on veillera principalement à l'échelon dirigeant à leur donner une éducation, un style de vie.
- e.-On ne commence rien sans avoir au préalable des cadres de première valeur.
- f.-Le contexte psychologique de toute l'entreprise est prédominant, il faut en trouver les sources dans les expériences vécues par les jeunes états d'Afrique et d'Asie.

#### IV - STRUCTURES -

- a.-Formule : - Organisation para-militaire sur le principe du volontariat.  
- Contrat d'une durée de deux ans.  
- Travaux d'utilité publique et communautaires.
- b.-Organisation : - Para-militaire. L'unité de base comprendrait 10 membres. Puis des sections de 40 membres groupées à leur tour en communautés de 160 garçons.  
- Le staff pour 160 garçons pourrait être le suivant :  
1 chef responsable  
2 adjoints  
4 leaders-chefs de sections. Chacun de ces leaders étant aidé d'un assistant choisi ou élu parmi la masse..  
Soit : 7 dirigeants pour 160 garçons.  
- En plus : 1 infirmier - 1 intendant-comptable - des techniciens spécialisés (conducteurs de travaux - moniteurs agricoles....).  
- Un système de "roulement" permettrait aux jeunes de passer successivement dans divers camps de types différents, pour éviter les critiques ou les jalousies (proximité de la ville - travaux plus lourds ou moins intéressants..).  
- Equilibre entre le travail et l'éducation proprement dite.  
- Le système de "roulement" (après achèvement de la tâche assignée) aurait quatre aspects :  
1° - Travaux en ville  
2° - Travaux hors ville  
3° - Développement communautaire  
4° - Chantiers de jeunesse

#### V - PRINCIPES D'ACTION -

- a.-Autorité. Tout en maintenant une forte discipline, les chefs veilleraient à faire régner une ambiance de joie et d'amitié. Eux-mêmes devraient pas se considérer comme des êtres supérieurs, mais vivraient avec les jeunes, en mettant "la main à la pâte" et en montrant l'exemple.
- b.-Rendre aux garçons un sens à la vie, en leur prouvant la réalité de leur utilité dans un CONGO 196.



- c.- Leur donner le sens de l'honneur et de l'homme.
- d.- Les préparer autant que possible à une réintégration normale dans la vie nationale.
- e.- Ne leur proposer que des tâches positivement utiles à la communauté.

#### VI - ECONOMIE DE L'ENTREPRISE -

- a.- Un cadre de valeur se paie.
- b.- Les garçons reçoivent une solde décente (argent de poche).
- c.- Les travaux entrepris par les jeunes sont payés par la communauté qui les demande sur la base de prix fixés par l'organisation - Les travaux effectués seront toujours des tâches non prévues par les crédits officiels, ceci afin de ne pas entrer en compétition avec l'important problème du chômage d'adultes.
- d.- Crédits importants des pouvoirs publics - Relever l'injuste situation faite aux jeunes citoyens désœuvrés par rapport à ceux qui se trouvent dans l'enseignement classique.
- e.- Aide de l'O.N.U.

#### VII - ORIGINE DES JEUNES -

Les jeunes gens seraient recrutés :

- 1° - Par priorité parmi la jeunesse désœuvrée de LEOPOLDVILLE et des grands centres.
- 2° - Parmi la jeunesse oisive des milieux ruraux, pour empêcher l'exode vers les grands centres.

#### VIII - MYSTIQUE -

- a.- Une telle entreprise n'est réalisable que si une réelle mystique se trouve à la base. Par une propagande bien orchestrée, il faut faire passer un grand souffle sur le pays. Les jeunes doivent être fiers de s'engager dans un tel mouvement, afin de CONSTRUIRE LE CONGO.
- b.- L'opinion publique doit être entretenue.
- c.- "Le jour où les autorités auront conçu les méthodes de fonctionnement de tels services, le jour où leur création sera décidée, il faut pouvoir d'abord annoncer que la mobilisation de l'ensemble de la jeunesse, de tous ceux qui sont sans emploi, se fera dans quelques mois, quand une première promotion de volontaires, de ces jeunes qui normalement n'auraient besoin de rien, aura réclamé l'honneur de servir leur pays en premier dans ces humbles travaux. Alors seulement la réussite de ce service de la patrie sera assurée, car, seulement alors, celui qui était en proie de devenir un raté, bien loin de se trouver humilié, comprendra que c'est à un honneur qu'il est appelé, que le travail auquel il se soumet, d'autres l'ont fait avant lui, qui demain occuperont les premiers postes du pays." (Extrait d'un texte de l'Abbé PIERRE).
- d.- Il faudrait que, comme dans certains pays, les étudiants des universités collaborent à la tâche, en consacrant une partie de leurs vacances au volontariat du travail, en se mêlant aux volontaires.



- e.- Cette mystique peut être entretenue chez les jeunes volontaires par des moyens qui leur plaisent et dont l'efficacité a été démontrée : uniformes, devises, emblèmes, drapeaux, insignes, salut, journal....

#### IX - PROPAGANDE -

- a.- La propagande avant et pendant la réalisation de l'entreprise doit être bien organisée :
- d'abord une préparation synchronisée de l'opinion publique, faite non seulement par les autorités officielles à l'échelon le plus haut, mais aussi par les groupements privés : mouvements de jeunesse, mouvements politiques, associations diverses...
  - tous les moyens doivent être mis en oeuvre simultanément : presse, radio, tracts, affiches, slogans.
- b.- Il faut, dans l'organigramme des VOLONTAIRES DU TRAVAIL, un service spécialisé qui ne s'occupe que de la propagande.
- c.- Chaque réalisation effectuée par les Volontaires du Travail devra faire l'objet d'une bonne publicité, afin de sensibiliser l'opinion et de maintenir un courant favorable.

#### X - CADRES -

C'est l'aspect essentiel, qui conditionne la réussite.

##### 1° - Dirigeants supérieurs.

Détacher pour ce service des gens déjà en place et ayant fait leurs preuves. Se baser uniquement sur la compétence et le dévouement à la chose publique.

##### 2° - Dirigeants des camps.

Faire appel à des gens formés dans des "milieux valables", où des assurances peuvent être trouvées quant à la compétence et à la formation de base. Ex : enseignement, industrie, anciens des mouvements de jeunesse, techniciens étrangers, anciens de l'ex-Force Publique. Ces chefs devraient présenter toutes garanties et avoir un âge minimum, par exemple 25 ans.

Pour encadrer 30.000 jeunes, il faudrait 500 chefs de ce type.

##### 3° - Chefs - Educateurs.

Ils seraient recrutés dans les mouvements de jeunesse ou dans les écoles de cadres. Ils pourraient surtout sortir de la masse des jeunes et subir une formation technique complémentaire à leurs qualités morales naturelles.

Il faudrait que l'organisation possède son propre centre de formation, auquel pourraient collaborer diverses associations existantes.

Pour encadrer 30.000 jeunes, il faudrait 1.200 chefs de ce type.

#### XI - PROGRAMME -

Le programme quotidien au camp de travail serait basé sur les quatre points suivants :

##### 1° - TRAVAIL

##### 2° - FORMATION GENERALE

##### 3° - DETENTE (Cantine - Sports - Jeux - Fêtes - Bibliothèque..)

##### 4° - EXERCICES COMMUNAUTAIRES (Drill - Rassemblements - Salut aux couleurs - Inspections - Marches au pas - Evolutions d'ensemble)



## XII - DETAIL DES TRAVAUX -

A titre purement exemplatif :

Routes - Ponts - Assèchement de terrains humides - Irrigation - Plaines de jeux communales - Plaines de sports - Bassins de natation - Ecoles - Dispensaires - Maisons de jeunes - Bâtiments communautaires surtout en milieu rural - Voies ferrées - Carrières - Hangars - Beachs - Reboisement - Conduites d'eau - Puits - Electrification - Espaces verts dans les cités - Compostières - Installation de quartiers-types dans les cités - Briquetteries - Expositions - Fabrication d'équipements sportifs - Construction de maisons-modèles avec possibilité pour les habitants d'en commander à bon compte - Cultures - Elevage - Pêcheries .....

Comme on le voit, ces travaux seraient de deux types : certains à fonds "perdus" mais à haut rendement dans le développement du pays et d'autres à rentabilité plus ou moins élevée.

## XIII - CONCLUSIONS -

- a.- Il faut faire quelque chose d'urgence, en s'inspirant de ce qui a déjà été tenté et sur ce qui existe déjà.
- b. - Ce que l'on décidera ne peut plus échouer.
- c.- Il faut se hâter mais non se précipiter.
- d.- Trouver un et des leaders et avoir le courage et l'humilité d'en trouver une bonne partie en dehors du CONGO pendant un certain temps encore. (La vanité est interdite quand on a sur soi le poids de toute une génération de jeunes).
- e.- Tout construire en parallèle avec une campagne psychologique coûteuse, mais qui est pour 70% de la réussite de l'opération.
- f.- Le souci premier des dirigeants : éducation des garçons = acquit certain pour l'avenir.

LEOPOLDVILLE, le 28 Octobre 1960.

-----



*Voluntary Youth Service*

17 November

0

Chief, Transportation Section

W. Micuta  
Civilian Operations Officer for  
the Province of Leopoldville

You might probably know that ONUC is organising in the Province of Leopoldville several youth work campuses. It is of importance for us to visit some of these campuses in order to see in what way they are managed and what results they have.

I would be very grateful if you could provide us with a car, preferably a Volks-Vagen, on Sunday, 20 November, 1960. The car will be used to go to one of the campuses situated about 40 kilometres outside Leopoldville. There will be four ONUC staff seated in the car, all of whom are experienced drivers and therefore your driver is not necessary.



18 November 1960

Mr. L. W. Langrod, Social Affairs Adviser

H. Williams

Chantier de la Jeunesse

1. Some weeks ago I meant to hand on to you a few details about a new Chantier de la Jeunesse which was opened on 26 September at Kibeki, near Luizi in the Province of Leopoldville.
2. I learned of it from the editor of an illustrated journal, "Congo Magazine", published by the Ministry of Information. He is Mr. Washington Bongeye, an interesting man who had then just come back from doing a reportage of the opening of the Chantier and collecting photographs for his publication. It was exciting to look at these, so strongly did they suggest community development schemes.
3. As you will doubtless know by now this Chantier was organized by the Association du Service Provincial de la Jeunesse, an organ of the provincial government. The chief mover of this particular scheme was a provincial Deputy, Mr. Pierre Bivuvu. I understand the idea of the Chantier is to provide five years study and work, the practical side, farming and fish breeding, being particularly stressed.
4. You must certainly know much more about this by now but I wanted at least to put on paper the few facts I had been given. Mr. Bongeye, by the way, can be reached at telephone 3171 Ext. 295.

cc: Mr. H. Granville Fletcher  
Mr. J. Spector



16 November 1960

Mr. L. W. Langred, Social Affairs Adviser

H. Williams

Chantier de la Jeunesse

1. Some weeks ago I meant to hand on to you a few details about a new Chantier de la Jeunesse which was opened on 26 September at Kibeki, near Lucasi in the Province of Leopoldville.
2. I learned of it from the editor of an illustrated journal, "Congo Magazine", published by the Ministry of Information. He is Mr. Washington Bongeye, an interesting man who had then just come back from doing a reportage of the opening of the Chantier and collecting photographs for his publication. It was exciting to look at these, so strongly did they suggest community development schemes.
3. As you will doubtless know by now this Chantier was organized by the Association du Service Provincial de la Jeunesse, an organ of the provincial government. The chief mover of this particular scheme was a provincial Deputy, Mr. Pierre Bivuvu. I understand the idea of the Chantier is to provide five years study and work, the practical side, farming and fish breeding, being particularly stressed.
4. You must certainly know much more about this by now but I wanted at least to put on paper the few facts I had been given. Mr. Bongeye, by the way, can be reached at telephone 3171 Ext. 295.

cc: Mr. H. Granville Fletcher  
Mr. J. Spector



VOLONTARIAT DES JEUNES AU SERVICE DU CONGO (VOLOCONGO)

CONGO YOUTH SERVICE VOLUNTEERS

Organizational guide

(abstracted from UNESCO publications)

1. Preparation and selection of projects

The success of the camps will depend on two main factors:

- (i) First-class preparatory organization in co-operation with the Government Departments or private bodies concerned.

Really suitable projects must be selected and sufficient equipment provided to run the camp and execute the work.

- (ii) Leadership (see Sections 5 and 6 below)

In order to stimulate the maximum degree of self-help and co-operation, it is necessary that careful advance planning be done in co-operation with government officials and local community leaders. Work camp leaders must be on their guard against invading a rural or under-developed community with ideas the community may not be prepared to accept.

Work camp organizations should consult with community development officials to select those communities which are already helping themselves, and should help them not only for their own encouragement, but also as a means of arousing other communities to similar self-help efforts in order that they might receive work camp assistance later on.

Work camp organizers should then consult with the local leaders in the communities selected in order to agree on joint plans with a clear understanding of each party's share of the responsibilities.



Work camps are vulnerable, and there is much that can go wrong with any camp. The difficulties may be technical (shortage of materials or equipment), financial, administrative or internal (personal frictions). The measure of success in a camp is not only the absence of problems but also the degree to which existing problems are overcome. A suitable project is one which benefits the whole community and whose aims can be made apparent to them.

The projects chosen should be those which show quick results (construction of bridges or roads).

They should represent basic necessities (water supply, feeder roads, schools, street drains) rather than luxuries, the degree of usefulness being carefully assessed in the light of all the circumstances.

Commitment to the project should be avoided before the necessary funds have been raised or at least before there is reasonable certainty that they will be raised. Special technical problems involved (steep hills to be dug into, blasted or by-passed, rivers to be bridged, skilled workers to be procured, surveying to be done) need particular attention.

## 2. Environment

There must be punctilious observance and advance planning of formalities between campers and local chiefs and leaders, who should be kept informed of the arrival of important visitors. In addition, local teachers should be brought into contact with the camp teachers. Cultural activities should be organized in co-operation with the villagers, and <sup>not</sup> merely with their participation.



The camp<sup>ers</sup> should strive to provide the local population with incentives for improvement. By working with the villagers, they can encourage them to work for themselves. They should not attempt large schemes but small ones within their powers. Where there are qualified technicians, such as masons, mechanics or nurses, they can help the village with expert advice. Work camps can also tackle social problems among the youth.

3. Publicity and recruitment

The aims of publicity are to let the public know what the purpose of the work camps is, to recruit campers, and to educate them and the communities for which they work.

The plans should be publicized in various ways, both in the communities selected and in the surrounding areas. The plans should also be explained in any literacy, basic education, or other training programs<sup>me</sup> that are a means of distributing information. Perhaps a town meeting open to everyone can help win the co-operation, suggestions, and material contributions of all.

The methods include announcements on the radio and in the press, circularization of schools and colleges, talks and film shows, issue of regular bulletins and the holding of open days at the camps to which the local population are invited.

The most effective publicity and stimulus to recruitment will be that provided by young people who have already attended camps.

4. Selection of campers

.....



5. Selection of leaders

A good leader should show respect for the feelings of others; realize that although he is the leader he is also a member of the group; make the best use of his position to benefit the camp; and avoid indulging in cheap leadership by being too strict or too lenient. Where a proper spirit of self-discipline exists, the leader's role is that of co-ordinator and guide. Where it does not, the leader will need to exert his authority in the light of the above-mentioned points.

A leader is not a boss. He cannot sensibly give a downright order to a camper where there is direct opposition, since his mandate of authority is based largely on the goodwill of the campers. He must achieve his authority through his approach, manner of speaking, force of personality, the good sense of what he says and does, and the care he takes to explain anything open to misunderstanding. He must work himself, and lead by example. He must be aware of his position with regard to the community and the local authority. He is there to help: he can explain his points of view and make suggestions, but no more.

He should remember what the results of sudden hard manual labour are likely to be for those not used to it, and arrange that people do not have to do the same heavy work all day long, especially during the first two days or so.

Teachers, in particular, can take a useful part in work camps. It would be worth making this a regular part of their training.

The leader should set an example of order, cleanliness and discipline.

His four main qualities, in order of importance, are:

1. Full-time devotion to the needs and interests of the group.



2. Good organization, based on advance planning, in all routine matters such as work, catering, water supplies and visits to local leaders.
3. Awareness of difficulties producing friction between campers, and ability to take prompt action to keep these in their proper proportion.
4. Spontaneity of inspiration, so as to do the right things at the right time: e.g., starting up ~~at~~ singing at a critical point during work; producing ~~at~~ some unexpected delicacy to eat at a time of low morale.

6. Leadership at work

It is the leader's job to keep up the spirit of the campers for work on the project even though he may not run the technical organization of it. He must help them over the bad patches when they are discouraged by unexpected difficulties, and must help to put their progress, or lack of it, into proper perspective.

Since the whole principle of the camp is that work should be voluntary, and hence cheerfully given, frequent chivvying by the leader during the day's work is out of place. Some people can work harder and more systematically than others, and everybody needs short rests from time to time. The job of the leader is to assess the collective results of the work and to comment on it during the evening announcements. (Daily, at the beginning, until the routine is established, and then ~~as~~ as the occasion arises). Encouragement, praise and admonition should be administered as the case may be, and the day's production results announced wherever possible. If major difficulties have arisen, they should be discussed by the camp and suggestions for overcoming them invited.



If it is noticed that isolated individuals are persistently lazy, the leader should have a private word with them rather than single them out in public.

The leader is responsible for seeing that the entire work progresses well and should make a note of jobs that are unpopular and do them himself so as to set an example rather than direct others to do things that he would not like doing himself. In this way he can gain respect and hence co-operation.

7. Briefing of campers

The most direct way to create enthusiasm for solving national problems is to ensure that work camps, through suitable work projects and stimulating discussions, give each member of the team the feeling that he is taking part to a practical extent in the solution of these problems on an immediate level.

The campers must understand the work that they have come to do at the camp. The following points need to be explained:

- (a) The basic necessity for the project.
- (b) The history of the project.
- (c) The particular contribution the work camp can make.
- (d) Any particular difficulties that have been or may be encountered, and the reason for them.

It is advisable to call in a village spokesman to take part in this discussion and explain the problem from the local angle, as well as an officer from the government department concerned to explain his department's part in the matter.



The full value of a voluntary work camp can be achieved only when the objective of promoting self-help and co-operation on the part of the local residents is kept clearly in mind. The achievement of a material work task is not the only goal of a work camp, and the maximum achievement of physical work can only be attained when the maximum degree of local self-help and co-operation on a voluntary basis is stimulated.

8. Organization of work

The larger the number of people engaged on the project, the more care is needed in planning the work methods, ~~and~~ the tools <sup>required</sup> ~~and needed~~ in advance, etc.

In the case of bush clearing, for example, the exact area to be cleared must be marked out before work begins and steps taken to see that there are enough tools to go round. If the work is to continue for many days (as on a road), steps should be taken to break the monotony by giving each group a target for the day.

In the case of a set task such as digging a pit latrine, laying the foundation for a house or laying street drains, the task itself will provide the campers with the necessary incentive once they have really got started on it, providing the group is small (5-15) and remains constant, so that it develops a corporate spirit.

Where the work involves the use of machinery (e.g., lorries, concrete mixers, block-making machines), the machinery must be used continuously if the production rate is to be high. This implies:



- (a) good organization (siting the block-making machine near its raw materials, or the concrete mixer near the place where the concrete is to be poured);
- (b) preparing raw materials in advance of when they are needed by the machine;
- (c) developing a team of machine operators, each with a specific job which they get to know thoroughly so that it is done quickly and well.

Competition between two machines is an excellent way of maintaining active interest but necessitates having a gang to prepare the raw materials for the teams.

For specialized work, the unskilled groups must be under the continuous direction of a man with some technical knowledge or experience.

Demolition of houses to make way for improvements: this may cause disputes among villagers and should be planned in advance, under the direction of a local man, with provision made for alternative work so as to allow time for the disputes to be settled.

#### 9. Organization of worksite

The work leader must see what has to be done before the camp starts so that advance arrangements can be made for the necessary equipment and tools, etc. He should act in close co-operation with the heads of the community as well as the Government or other official bodies concerned in the project, and divide up his forces and equipment according to the work. He must be ready to suggest additional work in the event of the project getting finished too soon, and should take care to see that everyone is usefully employed.



#### 10. Reception of campers

The camp leader should be at the camp well ahead of the campers, and the first arrivals, after settling in, should be given jobs to do to make the camp more comfortable:

1. Erecting bathing shelters.
2. Getting stores unpacked and checked.
3. Collecting wood, preparing vegetables and drawing water for the first meal.
4. Going on journeys of discovery, e.g. locating the nearest source of water<sup>er</sup> for bathing or finding out where the local market is held, and when.

It is important that there should be something to do, as there is nothing worse for new arrivals than hanging around aimlessly, knowing nobody and wondering what will happen. It is at this particular point that campers will be receptive to information about this and other workcamps.

#### First meal

The first meal is the opportunity for gathering all the campers together. The meal should be immediately followed by the introductory session, by the end of which the campers should feel that they are no longer an assembly of isolated individuals but a group of people united by a common aim.

The campers should then be briefed on the job to be tackled, and on the details of camp routine.

This should be followed by the election (or selection) of people for special duties, and the formal introduction of the campers to the village chief, elders and prominent citizens.



11. Accommodation

Possible types of accommodation are: schools and colleges, community centres, houses and tents (not in the rainy season). Account should be taken of local climatic conditions. Complete household and kitchen equipment should be provided.

12. Health and Sanitation

Attention should be paid at the time of selection of the site to water supplies, care being taken to see that the water is fit to drink.

Adequate first-aid equipment should be provided.

One of the campers should be appointed to take charge of first aid. He should be familiar with the subject and see that first-aid stocks are constantly replenished.

The kitchen must be run hygienically, and flies, dirt and decay kept away. Rubbish must be disposed of in a pit away from the camp.

The latrines should be correctly sited and installed before the camp opens.

13. Camp cleaning

The daily chores of sweeping out dormitories, wiping the tables, sweeping out the dining-room after meals, cleaning the pots and eating utensils, lighting fires and fetching wood for the kitchen, taking food and water to the worksite, cleaning and disinfecting the latrines and burning daily refuse should be systematically allotted. The simplest and fairest way is to appoint orderlies for each day.



The tables should be cleared up immediately after meals so as to avoid having dirty dishes lying around and attracting ants and flies, and to free the tables for games, writing, etc.

#### Final clearing up

At the end of the camp, the whole compound including the grounds must be thoroughly cleared up, rooms swept and all rubbish burned.

#### Catering

The following points must be borne in mind when planning the catering:

- (i) The amount to be spent per person per day.
- (ii) The division of the stores into two parts: non-perishable foodstuffs and semi-durable vegetables, which should be bought in bulk before the camp starts, and local perishable foodstuffs (vegetables, bread etc.), which should be bought locally as far as possible at shorter intervals. Local advice should be sought on this. One of the leader's duties on arriving at camp should be to ascertain which are the local market days and locally produced foodstuffs.
- (iii) The food should be bought in bulk wherever possible so as to obtain the cheapest rate.
- (iv) Lists should be kept of the stores bought.
- (v) Standard rations should be worked out but should not be regarded as absolute. A good way of raising morale, for example, would be to increase certain of the rations.

If water has to be fetched from a long distance, the effort should be organized on a communal basis and not left entirely to the orderly. Arrangements must be made for taking enough water to the actual worksites.



Mealtimes are the most regular activities of the day, and the tone of the camp depends largely on the way they are conducted.

At formal meals, punctuality must be insisted on if the group spirit is to flourish, since nothing is more disruptive of the vital atmosphere of the camp than meals spread out over an hour or two, with people eating in twos and threes and other people's dirty dishes left around on the tables. Slackness in such an important item will lead to slackness in other aspects of camp life.

Campers will not be punctual for meals unless the food is ready on time. To prevent delays, care should be taken to see that fuel is always available for cooking, that supplies are obtained sufficiently well in advance, and that there are enough helpers to prepare the food.

The evening meal is usually the one which can be most formal, when the campers have changed into clean clothes and are freshened up from work.

15. Keeping of accounts

It is very important for camp accounts to be properly kept. The simplest arrangement is to have one person in charge of the money for catering and another in charge of the money for other purposes (transport, administration, equipment etc.). This second person may be the leader or a specially appointed treasurer.

16. Organization of camp routine and time-table

The time-table is the basic structure of camp discipline and must be worked out realistically. It should be presented to the camp at the first general meeting - and be open to modification if there is a good and generally accepted reason for it.



The time-table should take account of local and social conditions, and proper provision be made for leisure time, recreation and education. Any announcements can suitably be made at the close of the evening meal. They should include comments on the day's work, details of the following day's programme, including entertainments, changes in camp routine, references to any shortcomings observed etc.

17. Internal organization

It is useful to divide the campers into working groups and to set up Committees to control the different aspects of the work, (e.g., Work Committee (in charge of allocation of work); Leisure-Time Committee (in charge of entertainments and joint functions with the villagers); and Domestic Committee (in charge of food and accommodation), the Committees to be responsible to a General Assembly of the campers, which should meet at least once a week.

18. Education and recreation

The camp will provide an excellent opportunity for developing adult literacy and for providing further education.

Leisure time activities should be planned with a view to doing more than merely passing the time; they are a means of making the camp a happy and united group, getting campers to learn from one another, and bringing campers and villagers together informally outside of working hours.

Recreation can include sports (e.g., football matches between work teams, or between campers and villagers), singsongs, folk dances, variety entertainments, socials, lectures and debates, improvisation of bands.



It is useful to appoint a master of ceremonies. He would be responsible for contacting village leaders to arrange times for special entertainments; discovering talent; collecting ideas from campers for social activities and excursions; and organizing rehearsals. A games organizer could also be appointed.

19. Contacts with the village or town

It is of vital importance to the success of the project that the campers should get to know the neighbouring community and be understood by it. They must cultivate relations with it both collectively and individually.

Chiefs and elders should be shown respect. Visits <sup>should be</sup> made to them as soon as possible at the beginning of the camp and again at the end, and a public meeting should be held to explain the object and nature of the camp. It is particularly important to establish friendly relations with young people in the village, who should be drawn into <sup>participation in</sup> ~~the~~ camp functions. Such contacts will help to develop ~~the~~ work ~~participation~~ camp membership.

20. Winding up the camp

A final statement of accounts should be prepared and a concluding evaluation session organized so as to draw out the lessons of the camp. In addition, questionnaires could be distributed to campers to elicit their reactions. The camp site must be put in order.

21. Follow-up

The work campers should be encouraged to act as propagandists for the organization of further work camps.



*Volontariat*  
8 November 1960

CONFIDENTIAL

TO: Sir Alexander MACFARQUHAR, Special Advisor  
on Civil Affairs in the Congo

FROM: Sture LINNAR, Chief of  
Civilian Operations in the Congo

SUBJECT: Youth problems in the Province of Leopoldville

1. It is generally agreed that one of the most pressing problems in the Province of Leopoldville is the urban unemployment and particularly unemployment in the city of Leopoldville. The estimates prepared by the International Labour Office show the total number of unemployed on 30 September at about 60,000. Details of this figure are given in the report prepared by Mr. Friedrich of the ILO, a copy of which was sent to you.
2. It is surprising that with this mass of unemployed, concentrated in one city, there have not been as yet more serious social troubles than those so far reported. One explanation of this phenomenon is that a considerable part of the unemployed still enjoy tribal or family support in the form of gifts of food. The unemployed without tribal or family ties are, however, in dramatic situation. It is quite clear that if there is no substantial decline in unemployment one must expect an increase in social and political disturbances of all kinds.
3. Among the total number of unemployed special attention should be given to the category called "jeunesse désœuvrée". There is not - and in given circumstances cannot be available - an exact numerical evaluation of this category. Several estimates have been made of the number of young people between 16 and 21 years of age who neither go to school nor work. The Lovanium University estimated the total number of such young people at 21,000 on 25 September 1960. The Social Affairs Ministry of the Congolese Central Government estimates the figure at between 20,000 and 30,000. It seems plausible that the total number of such youth amounts today to about 25,000 and shows a clearly growing tendency.<sup>1/</sup> This great mass of young people, highly excitable, has no means of subsistence and is exposed to various social ills such as prostitution, gangsterism and the like. It is felt

---

<sup>1/</sup> This tendency is explained, among others, by mobility due to implementation of the ten-year development plan and by unsatisfactory conditions of life in agriculture. This point was also raised by Mr. Langrod in his note of 10 October 1960 on Housing Problems in the Congo.



in a number of quarters that this problem, if not tackled, may have the most serious consequences.

4. On the other hand, the existence of this reservoir of young people offers possibilities for training and selection of youth who could be used later as responsible leaders in the various sectors of public life in the Congo. The need for such leaders is obvious to everyone interested in the building up of social and public structures in the Congo. It would be an unpardonable error not to use the present situation for this kind of training, particularly in view of the fact that the youth itself is demanding it <sup>2/</sup>.

5. The share of young people in the total population of the Congo is relatively very high. In 1959 the youth up to 18 years of age represented the following percentages of the total populations:

Provinces:	Léopoldville	49%	Kivu	50%
	Equateur	41%	Katanga	<del>46%</del> 46%
	Orientale	37%	Kasai	45%
			Total	45%

Source: Centre de Recherche et d'Information  
No. 68; Bruxelles 17.6.1960

There are all reasons to believe that in the coming decade this share would show a raising tendency and that the youth will have ever increasing influence on political, social and economic life in the Congo.

6. The problem of providing "jeunesse désœuvrée" with employment in Léopoldville Province may be solved by:

- a) all kinds of school and extra-school education, which could absorb a part of the total number of youth in question;

---

<sup>2/</sup> For instance, the Boy Scout Associations issued on 21 October 1960 an appeal to young people in which they said among other things: "C'est pourquoi, en dehors de toute préoccupation politique et partisane, les Associations des Eclaireurs et des Guides du Congo attirent l'attention de tous les jeunes sur l'immense détresse du pays par la faute de l'ambition et de l'esprit intéressé de leurs aînés, - ils mettent en garde les jeunes eux-mêmes contre leurs propres divisions et les sentiments de haine qu'on tente d'introduire chez eux, et ils leur demandent de répondre partout ce qui est vérité et loyauté, vertu de jeunesse, - ils proposent une mobilisation pacifique mais résolue de tous les jeunes du Congo afin de réveiller les consciences de tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, ont accepté des responsabilités."



- b) voluntary civilian youth service within the framework of which the young people would receive general, civic and professional education combined with useful work for their country;
- c) "chantiers de jeunesse" - labour campuses specialized in training young people for specific trades or professions, such as for instance agricultural work, combined with general and civic education;
- d) introduction of various incentives with a view to encouraging the return of some young people to agricultural work. This could be done in relation to point c) and in relation to the Provincial Governments; assurances to provide the youth which completed their training in the "chantiers" with necessary means of production and other facilities;
- e) introduction of measures to encourage young people to remain in agriculture, through, for instance, Community Development schemes.

7. The policy of the Ministry of Social Affairs with which we concur is to put a main emphasis on project b). It would be implemented by building up a large, autonomous organization. It would be voluntary, non-political and would have a para-military character. The youth would be trained in campuses during 1-2 years, and would receive, in addition to a general and civic training, a thorough vocational training while being employed in public works and particularly in community development schemes. The experiences and organizational forms used in similar organizations in other countries, such as Jamaica, Ghana, etc., would be utilized in setting up its forms and programmes. The existing "chantiers de jeunesse" (project c) would be in due time merged with this organization.

8. The "chantiers de jeunesse" is a scheme which was introduced in Leopoldville at the end of January 1959 by the organisation called "Association J". It consists of campuses of 160-200 boys from 17 to 21 years of age. The main purpose of a campus is a civic and a general educational and vocational training in specific fields. So far the "chantiers" have been mainly devoted to agricultural training, though plans have been drawn up also for professional training in metal work and electrotechnical fields. At the end of May 1960 there were in the Léopoldville Province seven "chantiers" with 1.996 boys, organised and administered by the "Association J". Other "chantiers" exist also in some other Provinces, including



Ketanga and Kivu.

9. "Association J" in its present form is based on a Constitution published in *Moniteur Congolais* of 6 June 1960. It is a private association, its members representing various youth and other organisations. Its main purpose is described in the Constitution as follows:

"L'association a pour objet d'apporter une aide morale et matérielle à la jeunesse congolaise, par priorité à la jeunesse désœuvrée sans objectif dans un esprit d'union et de collaboration avec toutes les formations sociales et de jeunesse qui en expriment le désir. L'association pourra créer, gérer et diriger toute activité à caractère social et éducatif, organisée en faveur des populations congolaises et plus particulièrement de la jeunesse."

The Association disposes of a substantial capital in the form of buildings, equipment and vehicles, which constitutes the Government's property. It also has at its disposal a specialized staff. The Association is in principle financed by the Provincial Government from the Central Government's budgetary allocations.

10. More details throwing light on the ideology and organization of the "chantiers" are contained in the attached plan prepared by the Association "J" for the extension and improvement of its present programme. This plan is subject to the limits set by the proposals made below.

11. The setting up of the planned "Volontariat de travail" necessitates the carrying out of a careful preparatory work, obtaining of the necessary budgetary allocations and the selection and appointment of its personnel. This will take some time, and for this reason the merger of the "chantiers" with the new organization could not be carried out during a number of months. A serious danger exists that, in the meantime, the "chantiers", no longer supported by the government because of its present financial difficulties, would disintegrate. This would mean a loss of the capital already invested, dispersion of personnel and also discontent among the youth which is undergoing training therein. It would also increase the cost of the establishment of the broader scheme. For this reason an action must be taken to assure, at least for a few months, the continuation of some, if not all, of the existing "chantiers".

13. This question has been discussed within the UN Civilian Affairs among officers in charge of social affairs, labor, economics and finance as well as the Civilian Affairs Officer to the Province Leopoldville, and also, at the Congolese



central and provincial government's level, by the respective departments and with UN participation. The result was that pending the preparation and undertaking of broader schemes, the activities of the Association "J" should be as much as possible maintained, if not extended. A new convention to that effect should be signed between the government and the Association. The government will put stress on a conscientious and careful implementation of what is known as phases (a) and (c) of the attached scheme and steps should be taken to obtain, with the international help, financial allocation which will permit to carry out this project for the crucial few months, up to the establishment of the "Volontariat de travail".

14. In the Ordinary Budget for 1960 of the provincial Government of the Leopoldville Province the sum of CF 35 million destined for the "chantiers", was included. Of this sum CF 18 million was paid for this specified purpose <sup>4/</sup>. Further payments have so far not been forthcoming because of lack of funds. The Provincial Government intends to propose for the 1961 Budget a total sum of CF 46 million for the "chantiers" <sup>5/</sup>.

15. To prevent the danger of disintegration of the "chantiers", mentioned in paragraph 11, a major effort should be made to secure their necessary financing until they can be merged within the broader programme of the "Volontariat". To this effect, the Central Government will take the necessary steps to ensure, at least for three months the continuation of ten of the existing "chantiers". ONUC will be instrumental in debiting the required sums to the "Fonds spéciaux de contre-partie" of the Central Government at the Banque Centrale.

<sup>6/</sup> In addition, CF 2 million was budgeted and paid in the Extraordinary Budget for investment expenditures of the "chantiers".

<sup>5/</sup> The following is a very rough calculation: one "chantier" = 256 boys by the annual total cost per boy 10,000 = CF 2,560,000 18 "chantiers" (of which six for the Association "J") = CF 46,080,000. This calculation differs from that done by the "Association J", and presented in the Appendix, by a smaller number of boys (160) per "chantiers" and a lower cost per boy.



16. The sum required for the continuation of ten "chantiers" for the next two months will amount to roughly 4.5 million francs. This sum was allocated for this purpose on 8 November 1960 by the Council of the Commissioner General. The execution of the project in the Province of Leopoldville will be followed by the ONUC Civilian Operations Officer.

17. Budgetary appropriations for 1961 will be considered in the near future. We think it most likely that the Central Government can and will make additional funds available for the programme. However, it would be very advisable if the Central Government had not to bear the full financial burden but that other sources be mobilized for adequate contributions. In due time we shall submit to you the scheme and the budget of the broad programme for 1961.

18. I am sending you an additional copy of this memorandum to be transmitted to the Director of the Bureau of Social Affairs for his information and comments.



TABLE I.

## LABOUR MARKET IN THE CITY OF LEOPOLDVILLE

(figures indicate thousands)

	31 December 1959		25 August 1960		25 September 1960	
	actually employed	unemployed	actually employed	unemployed	actually employed	unemployed
1. Administration (a)	12.0	-	12.0	-	12.0	-
2. Industry and Commerce						
a) enterprises employing over 100 people	39.0	-	32.0	7.0	31.5	7.5
b) enterprises employing less than 100 people	13.0	-	6.0	7.0	5.5	7.5
3. Domestic servants (a)	8.0	-	2.5	5.5	2.5	5.5
4. Small-scale African enterprises (b)	15.0	-	12.0	3.0	9.0	6.0
5. Jeunesse d'œuvrée	-	14.0 (b)	-	16.0 (a)	-	21.0 (a)
6. Structural unemployment	-	22.0	-	22.0	-	22.0
Total :	87.0	36.0	64.5	60.5	60.5	69.5

Source: Université Lovanium: Notes & Documents, Conjonctures Socio-Economiques à Léopoldville, 2<sup>e</sup> Bulletin:  
Situation au 25 septembre 1960. Septembre 1960, page 40.

Notes: (a) Figures estimated by the University  
(b) Figures estimated by the Provincial Government



Association

J

CHANTIERS AGRICOLES DE JEUNESSE

SOCORANQUE n° 5248  
B. P. 3191 - KALINA  
TÉLÉPHONE n° 2220



MEMORANDUM RÉSUMANT LES CONDITIONS DE RALANCE  
DES ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION "J"

---



# I. PHASE D'ACTION

## PHASE A

(Dépendant des autorités)

Prospection Ex.: Plantations abandonnées. Recherche des endroits. Etude du sol. Accord avec les chefs de terre - Salubrité des lieux. Voie d'accès - Eau potable - Accord avec les représentants des autorités.

## PHASE B

Association "J"

Recrutement des cadres et des jeunes. Séjour dans les chantiers. Education - Programme agricole et économique - Formation générale - Gestion - Administration - Equipement. Ecoulement et vente des produits - Surveillance médicale et sanitaire.

## PHASE C

(Dépendants des autorités)

Prospection des endroits pour l'installation des jeunes (de préférence au milieu d'origine - Aide et soutien de l'Etat - Accord avec les autorités officielles et coutumières.-

Pour appliquer la phase B, l'Association "J" doit pouvoir être assurée de la réalisation préalable de la phase A par les autorités officielles et de la réalisation future de la phase C également par les autorités officielles.-



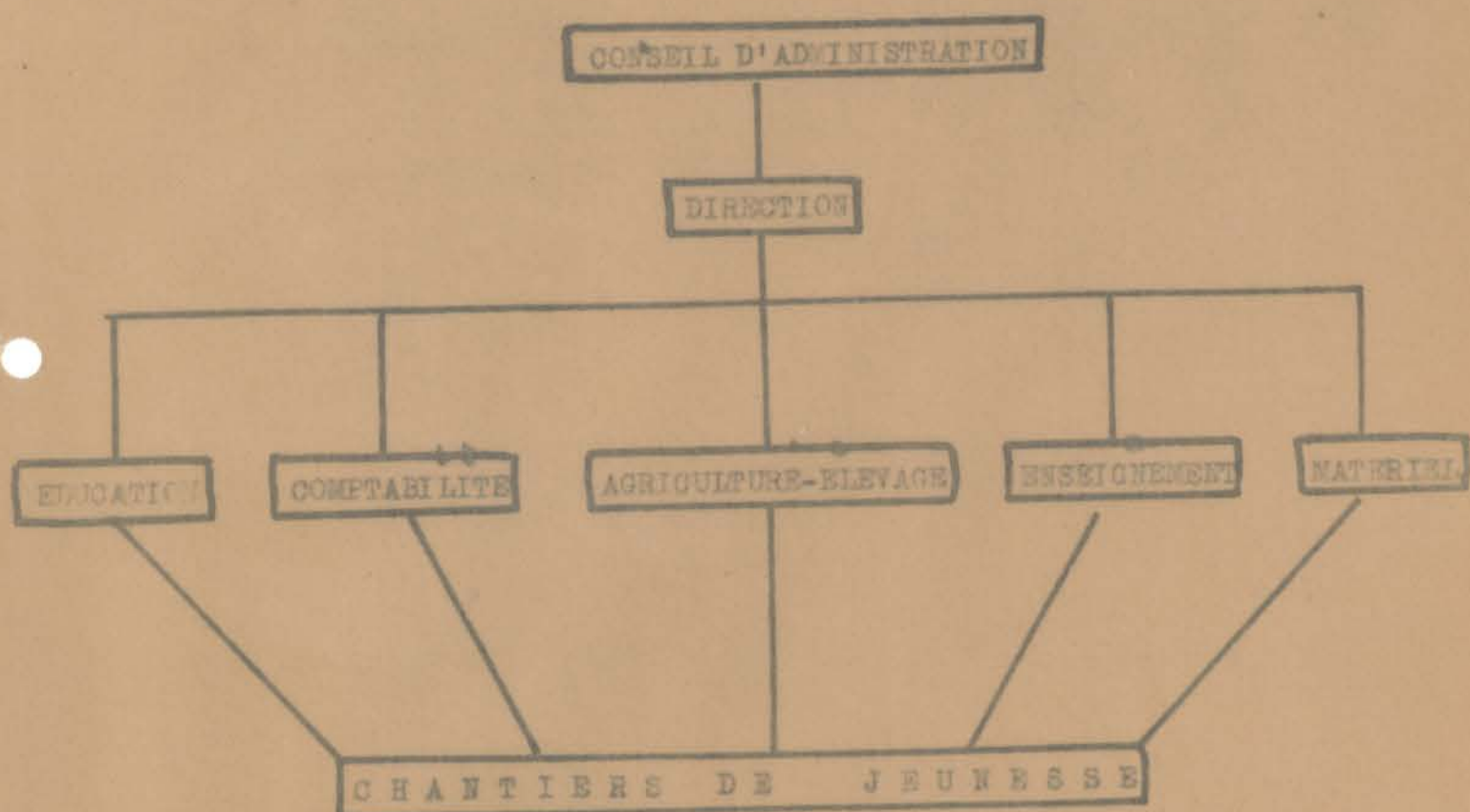
## II. CARACTERISTIQUES DE L'ASSOCIATION "J"

L'Association "J" est une oeuvre privée	Elle possède des statuts et la personnalité civile (publication au Moniteur Congolais n°23 du 6.6.1960). Elle est dirigée par un conseil d'administration groupant des Représentants de divers mouvements de jeunesse et d'action sociale.
Elle fonctionne dans le cadre de la Province de Léopoldville.-	Ses relations avec le Gouvernement Provincial doivent être codifiées dans une Convention.
Elle est subsidiée	par le Gouvernement Provincial. Le secteur privé peut aussi l'aider financièrement. Son budget officiel propre ne peut lui être accordé que si la Convention est signée.
Objet	"Elle a pour objet d'apporter une aide morale et matérielle à la jeunesse congolaise, par priorité à la jeunesse désœuvrée sans distinction. L'Association s'efforcera de poursuivre son objectif dans un esprit dans un esprit d'union et de collaboration avec toutes les formations sociales et de jeunesse qui en exprimeront le désir. Elle pourra créer, gérer et diriger toute activité à caractère social et éducatif organisée en faveur des populations congolaises et plus particulièrement de la jeunesse." (Extrait des statuts).-
Siège Social	33, Avenue Valcke à Léopoldville/Kalina B.P. 3191 - TEL. 2220
Création	L'Association "J" a été fondée en novembre 1959

L'Association "J" ne peut fonctionner que si la Convention est approuvée et signée avec le Gouvernement Provincial et si un budget officiel propre lui est attribué.-



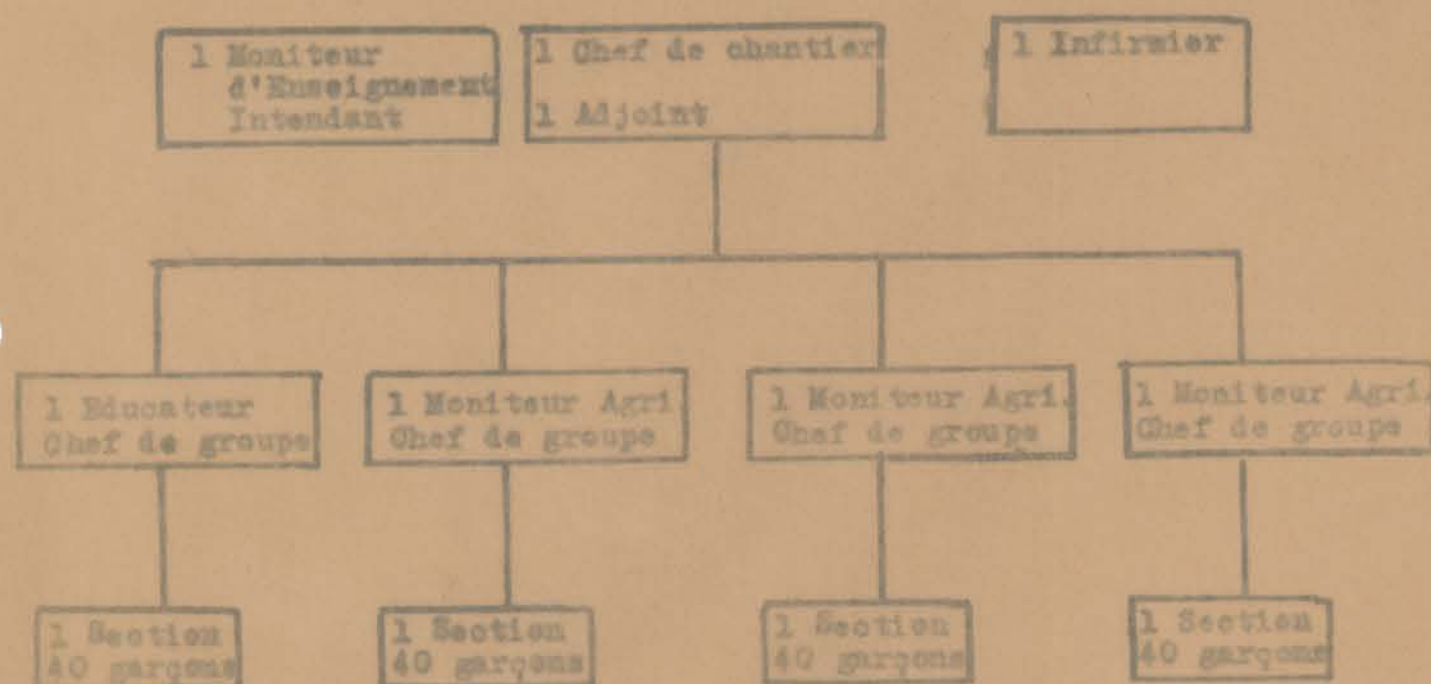
III.- ORGANIGRAMME.-  
-----





#### IV. STRUCTURE D'UN CHANTIER

Population: 160 garçons



Les chantiers ne peuvent fonctionner que si les cadres sont valables et en nombre suffisant.-



## V. PROGRAMME.-

-----

PRINCIPES ESSENTIELS: LES JEUNES AU TRAVAIL BATISSENT  
LEUR PAYS.-

### 1. EDUCATION →

Vie communautaire en équipes - Discipline stricte  
et acceptée  
Activités dynamiques: chants, sports,  
Travaux manuels, théâtre, jeux, culture général.  
Détente et loisirs: cantine,  
Véillées, bibliothèque, conférences  
Mystique et maître mots  
Uniforme - Emblème - Devises  
Respect des convictions  
Formation morale et spirituelle

### 2. ENSEIGNEMENT →

Cours généraux élémentaires  
(Lecture, Ecriture, Vocabulaire, Calcul,  
Comptabilité).

### 3. ECONOMIE →

Formation agricole-Utilisation des méthodes  
audio-visuelles -  
Elevage - Industrie - Travaux artisanaux -  
Travaux utilitaires - Plan de culture.

### 4. EXERCICES COMMUNAUTAIRES →

Exercices de discipline - Drill - Inspection  
Rassemblements -  
Salut aux couleurs.

Les chantiers peuvent prendre différents aspects: chantiers agricoles,  
d'élevage, piscicole, industriels etc.  
Le programme n'est réalisable que si les autorités facilitent le recrutement  
des cadres de techniciens valables et si elles approuvent et reconnaissent  
le programme.-



## VI. CADRES.-

### RECRUTEMENT

Les cadres se recrutent dans les milieux éducatifs - Ils comprennent en outre des techniciens (infirmiers - intendants - moniteurs agricoles).

### FORMATION

Les dirigeants suivent régulièrement des cours de perfectionnement.  
Un chantier (KUNZULU) groupe les garçons les mieux formés dans le but d'en faire des aides agricoles aptes à diriger les plans des cultures dans les autres chantiers.-

### TECHNICIENS

Des techniciens apportent leurs conseils et leur compétence au service des chantiers.

La question des cadres est capitale. Elle conditionne la réussite des chantiers. Les éducateurs doivent avoir l'assurance que leur profession sera respectée est prise en considération par les autorités.-



## VII. FONCTIONNEMENT.-

### ORIGINE DES JEUNES

Les jeunes gens des chantiers se recrutent à Léopoldville ou en milieu rural (ceci afin de fixer les jeunes et empêcher l'exode vers la ville).

### AGE

Le chantier est accessible aux jeunes gens âgés de 17 ans minimum.

### TYPE DE CHANTIERS

(Non limitatif): agricoles, élevage, piscicultes, industriels, ou mixtes.

### DUREE - CONTRAT

Les jeunes gens signeront un contrat d'engagement de deux ans - Ils rentrent en congé tous les 3 mois pour 5 jours.  
Une rupture de contrat entraîne des sanctions.

### REMUNERATION

L'Association prend charge le logement, la nourriture le transport, le séjour des jeunes au chantier. Une somme de Frs. 100,- par mois d'argent de poche leur est allouée. Les jeunes peuvent être intéressés dans la vente des produits (genre coopérative).

### UNIFORME

Les jeunes reçoivent des uniformes (1 uniforme de sortie - 2 uniformes de travail) dont ils sont responsables.  
De même, ils ont des insignes et des emblèmes.

### PARENTS

Les parents seront consultés et mis au courant de la vie de leurs enfants dans les chantiers.

Il est indispensable que l'Association puisse être assurée d'un budget suffisant et garanti, pour établir un plan à longue échéance. Le contrat d'engagement doit être strictement appliqué et respecté.-



VIII. H O R A I R E.-  
-----

5h.30 - Lever - gymnastique - Drill  
6h.15 - Toilette - Déjeuner - Inspection  
7h. - Salut aux couleurs - Départ au travail  
7h. à 12h. : Travaux  
12h.30 - Dîner  
13h.25 à 13h.55 - Détente  
14h. - 15h. )  
15h. - 16h. ) Documentation agricole - Formation générale  
16h. : Travaux agricoles pratiques - Entretien chantier - Sports  
19 h. : Souper  
20h. : Détente - Soirée  
21h.30 : Couver-feu

Un horaire bien équilibré permet une vie rude mais enthousiasmante.  
Les autorités doivent protéger les initiatives qui font naître un  
esprit communautaire et qui permettent une détente saine et éduca-  
tive.-



## IX. BUDGET ANNUEL.-

Par chantier (160 jeunes gens)

1.- TRAITEMENT - CADRE	Chef de Camp: 72.000.- Adjoint : 60.000.- 4 Mon. Educ. : 192.000.- Infirmier : 48.000.- Mon. E. Int. : 48.000.-	420.000.- Fr.
2.- NOURRISSEMENT JEUNES	Nourriture : 576.000.- Argent de poche : 192.000.-	768.000.- Fr.
3.- UNIFORME	1 unif. sort. : 2 " trav. : 200.000.-	200.000.- Fr.
4.- TRANSPORT		150.000.- Fr.
5.- FONCTIONNEMENT	Entretien, travaux, travail- leurs, matériel didactique, amortissement, semences, engrais	300.000.- Fr.
6.- ADMINISTRATION	Siège Social Démarches	30.000.- Fr.
TOTAL:		<u>1.868.000.- Fr.</u>

soit: 11.684.-Fr. par garçon et par an.-



## B. AUTRES ASPECTS DU BUDGET.

### **1.- INSTALLATION**

Les frais d'installation d'un nouveau chantier se montent à 500.000.- Fr. (approximativement)

### **2.- RECUPERATION VENTE DES PRODUITS**

La vente des produits après une activité de chantier pendant 1 an peut se monter approximativement à 640.000.- Fr. à déduire du budget annuel. Après 1 an, le montant des récupérations augmentera progressivement.

Les frais d'installation d'un nouveau chantier sont toujours assez élevés (construction des locaux - mobilier - matériel didactique - charroi - matériel sportif - outillage - machines agricoles.

L'écoulement et la vente des produits doit se faire en accord avec les autorités. L'association peut devenir un des principaux fournisseurs des marchés. D'autre part, certains chantiers peuvent produire des vivres pour nourrir la population des autres chantiers, ce qui diminue le prix de revient.-



XI. PERSPECTIVES.-

L'Association "J" pourrait mettre en route des nouveaux chantiers à la cadence de trois chantiers par mois à partir de mois de décembre 1960.-

A la fin de l'année 1961, il y aurait ainsi 39 chantiers nouveaux (groupant 6.240 garçons).

C O U T:

1.- Installation: 39 x 500.000.-	=	19.500.000.-	Fr.
2.- Fonctionnement:		36.694.998.-	Fr.
		<u>56.194.998.-</u>	Fr.

Au total à la fin de l'année 1961, la population totale serait de 7.136 garçons.-

Le coût total (chantiers nouveaux plus chantiers actuels) s'élèverait à:

- Chantiers nouveaux	:	56.194.998.-	Fr.
- Chantiers actuels	:	13.086.580.-	Fr.
		<u>69.281.578.-</u>	Fr.



Copy to Mr. Menta

MEMORANDUM

Concerne: "Chantiers de jeunesse"

1. Faisant suite aux conversations des services civils des Nations Unies avec M. le Commissaire général aux affaires financières au sujet de "chantiers de jeunesse", les détails suivants pourraient fournir la base pour les allocations financières dans les deux mois novembre et décembre 1960 - allocations qu'a le Commissaire général aux affaires financières a déjà bien voulu prendre en bienveillante considération:
2. Un des problèmes urgents qui se posent dans la Province de Léopoldville et dans le Congo tout entier est celui de la "jeunesse désœuvrée". Ce terme désigne des jeunes gens âgés de 16 à 21 ans qui ne fréquentent aucun établissement d'éducation et n'ont aucun travail. Pour Léopoldville, on estime leur nombre à environ vingt-cinq mille, et ce chiffre tend à croître. Cette jeunesse, très excitable, est sans moyens de subsistance et se trouve naturellement exposée à diverses plaies sociales, comme prostitution, gangstérisme, etc. Il n'y a pas le doute que ce problème, s'il est négligé, pourrait entraîner des conséquences graves et fâcheuses.
3. Les autorités centrales congolaises sont en train d'élaborer, de concert avec l'ONUC, des plans destinés à apporter à ce problème une solution à long terme. On envisage de créer en temps opportun un service volontaire du travail pour la jeunesse. Une telle organisation fournirait à la "jeunesse désœuvrée" l'éducation et la formation générales, civiles et techniques voulues. Les "chantiers de jeunesse" existants qui, naguère, préparaient surtout les jeunes au travail agricole, seraient adaptés au caractère général de l'organisation qu'on se propose de créer.
4. Dans l'immédiat, cependant, il y a un risque grave de voir disparaître les quelques chantiers qui subsistent, en raison de l'absence des fonds autrefois fournis par le Gouvernement central et les Administrations provinciales. Le financement des programmes d'ensemble que l'on met actuellement sur pied pour les exécuter l'an prochain s'en trouve compromis, et les dépenses seraient d'autant plus élevées.
5. Afin d'éviter ce danger, on suggère de réserver, dans le budget du Gouvernement central, une somme de 4.300.000 francs congolais destinée à résoudre le problème de la "jeunesse désœuvrée". Elle servirait en premier lieu à maintenir en activité dix "chantiers de jeunesse" actuellement existants au cours des deux mois qui viennent. Sept de ces "chantiers" sont situés dans la Province de Léopoldville et trois se trouvent dans d'autres provinces du Congo.



6. Le montant de 4.300.000 francs congolais s'établit comme suit pour deux mois:

7 camps à 160 jeunes gens	2.179.331	F.C.
3 camps à 256 jeunes gens	1.985.107	
Marge pour équipement	135.562	
	<hr/>	
	4.300.000	

7. Le versement de la somme de 4.300.000 francs congolais pourrait s'échelonner en deux tranches mensuelles de 2.300.000 et de 2.000.000 de francs, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1960.

8. Les services civils des Nations Unies sont heureux de pouvoir fournir leur contribution à la réalisation de ces "chantiers de jeunesse" et se tiennent à la disposition de M. le Commissaire général aux affaires financières pour tous renseignements additionnels dont il pourrait avoir besoin.

V. Umbricht  
5 november 1960

*This Memo was handed to Mr. Ndele  
on Nov. 5, 10.30*

*(Sgd) Umbricht*



8 November 1960

CONFIDENTIAL

TO: Sir Alexander MACFARQUHAR, Special Advisor  
on Civil Affairs in the Congo

FROM: Sture LINNAR, Chief of  
Civilian Operations in the Congo

SUBJECT: Youth problems in the Province of Leopoldville

1. It is generally agreed that one of the most pressing problems in the Province of Leopoldville is the urban unemployment and particularly unemployment in the city of Leopoldville. The estimates prepared by the International Labour Office show the total number of unemployed on 30 September at about 60.000. Details of this figure are given in the report prepared by Mr. Friedrich of the ILO, a copy of which was sent to you.

2. It is surprising that with this mass of unemployed, concentrated in one city, there have not been as yet more serious social troubles than those so far reported. One explanation of this phenomenon is that a considerable part of the unemployed still enjoy tribal or family support in the form of gifts of food. The unemployed without tribal or family ties are, however, in dramatic situation. It is quite clear that if there is no substantial decline in unemployment one must expect an increase in social and political disturbances of all kinds.

3. Among the total number of unemployed special attention should be given to the category called "jeunesse désemploée". There is not - and in given circumstances cannot be available - an exact numerical evaluation of this category. Several estimates have been made of the number of young people between 16 and 21 years of age who neither go to school nor work. The Lovanium University estimated the total number of such young people at 21.000 on 25 September 1960. The Social Affairs Ministry of the Congolese Central Government estimates the figure at between 20.000 and 30.000. It seems plausible that the total number of such youth amounts today to about 25.000 and shows a clearly growing tendency.<sup>1/</sup> This great mass of young people, highly excitable, has no means of subsistence and is exposed to various social ills such as prostitution, gangsterism and the like. It is felt

---

<sup>1/</sup> This tendency is explained, among others, by mobility due to implementation of the ten-year development plan and by unsatisfactory conditions of life in agriculture. This point was also raised by Mr. Langrod in his note of 10 October 1960 on Housing Problems in the Congo.



in a number of quarters that this problem, if not tackled, may have the most serious consequences.

4. On the other hand, the existence of this reservoir of young people offers possibilities for training and selection of youth who could be used later as responsible leaders in the various sectors of public life in the Congo. The need for such leaders is obvious to everyone interested in the building up of social and public structures in the Congo. It would be an unpardonable error not to use the present situation for this kind of training, particularly in view of the fact that the youth itself is demanding it <sup>2/</sup>.

5. The share of young people in the total population of the Congo is relatively very high. In 1959 the youth up to 18 years of age represented the following percentages of the total population:

Provinces:	Léopoldville	49%	Kivu	50%
	Equateur	41%	Katanga	68%
	Orientale	37%	Kasai	45%
			Total	45%

Sources: Centre de Recherche et d'Information  
No. 68; Bruxelles 17.6.1960

There are all reasons to believe that in the coming decade this share would show a raising tendency and that the youth will have ever increasing influence on political, social and economic life in the Congo.

6. The problem of providing "jeunesse découverte" with employment in Léopoldville Province may be solved by:

- a) all kinds of school and extra-school education, which could absorb a part of the total number of youth in question

<sup>2/</sup> For instance, the Boy Scout Associations issued on 21 October 1960 an appeal to young people in which they said among other things: "C'est pourquoi, en dehors de toute préoccupation politique et partisane, les Associations des Eclaireurs et des Guides du Congo attirent l'attention de tous les jeunes sur l'immense détresse du pays par la faute de l'ambition et de l'esprit intéressé de leurs aînés, - ils mettent en garde les jeunes eux-mêmes contre leurs propres divisions et les sentiments de haine qu'on tente d'introduire chez eux, et ils leur demandent de répondre partout ce qui est vérité et loyauté, vertus de jeunesse, - ils proposent une mobilisation pacifique mais résolue de tous les jeunes du Congo afin de réveiller les consciences de tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, ont accepté des responsabilités."



- b) voluntary civilian youth service within the framework of which the young people would receive general, civic and professional education combined with useful work for their country;
- c) "chantiers de jeunesse" - labour campuses specialized in training young people for specific trades or professions, such as for instance agricultural work, combined with general and civic education;
- d) introduction of various incentives with a view to encouraging the return of some young people to agricultural work. This could be done in relation to point c) and in relation to the Provincial Governments' assurances to provide the youth which completed their training in the "chantiers" with necessary means of production and other facilities;
- e) introduction of measures to encourage young people to remain in agriculture, through, for instance, Community Development schemes.

7. The policy of the Ministry of Social Affairs with which we concur is to put a main emphasis on project b). It would be implemented by building up a large, autonomous organization. It would be voluntary, non-political and would have a para-military character. The youth would be trained in campuses during 1-2 years, and would receive, in addition to a general and civic training, a thorough vocational training while being employed in public works and particularly in community development schemes. The experiences and organizational forms used in similar organizations in other countries, such as Jamaica, Ghana, etc., would be utilized in setting up its forms and programmes. The existing "chantiers de jeunesse" (project c) would be in due time merged with this organization.

8. The "chantiers de jeunesse" is a scheme which was introduced in Leopoldville at the end of January 1959 by the organization called "Association J". It consists of campuses of 160-200 boys from 17 to 21 years of age. The main purpose of a campus is a civic and a general educational and vocational training in specific fields. So far the "chantiers" have been mainly devoted to agricultural training, though plans have been drawn up also for professional training in metal work and electrotechnical fields. At the end of May 1960 there were in the Léopoldville Province seven "chantiers" with 1.996 boys, organized and administered by the "Association J". Other "chantiers" exist also in some other Provinces, including



Ketenge and Kivu.

9. "Association J" in its present form is based on a Constitution published in *Moniteur Congolais* of 6 June 1960. It is a private association, its members representing various youth and other organizations. Its main purpose is described in the Constitution as follows:

"L'association a pour objet d'apporter une aide morale et matérielle à la jeunesse congolaise, par priorité à la jeunesse désœuvrée sans objectif dans un esprit d'union et de collaboration avec toutes les formations sociales et de jeunesse qui en expriment le désir. L'association pourra créer, gérer et diriger toute activité à caractère social et éducatif, organisée en faveur des populations congolaises et plus particulièrement de la jeunesse."

The Association disposes of a substantial capital in the form of buildings, equipment and vehicles, which constitutes the Government's property. It also has at its disposal a specialized staff. The Association is in principle financed by the Provincial Government from the Central Government's budgetary allocations.

10. More details throwing light on the ideology and organization of the "chantiers" are contained in the attached plan prepared by the Association "J" for the extension and improvement of its present programme. This plan is subject to the limits set by the proposals made below.

11. The setting up of the planned "Volontariat de travail" necessitates the carrying out of a careful preparatory work, obtaining of the necessary budgetary allocations and the selection and appointment of its personnel. This will take some time, and for this reason the merger of the "chantiers" with the new organization could not be carried out during a number of months. A serious danger exists that, in the meantime, the "chantiers", no longer supported by the government because of its present financial difficulties, would disintegrate. This would mean a loss of the capital already invested, dispersion of personnel and also discontent among the youth which is undergoing training therein. It would also increase the cost of the establishment of the broader scheme. For this reason an action must be taken to assure, at least for a few months, the continuation of some, if not all, of the existing "chantiers".

13. This question has been discussed within the UN Civilian Affairs among officers in charge of social affairs, labor, economics and finance as well as the Civilian Affairs Officer to the Province Leopoldville, and also, at the Congolese



central and provincial government's level, by the respective departments and with UN participation. The result was that pending the preparation and undertaking of broader schemes, the activities of the Association "J" should be as much as possible maintained, if not extended. A new convention to that effect should be signed between the government and the Association. The government will put stress on a conscientious and careful implementation of what is known as phases (a) and (c) of the attached scheme and steps should be taken to obtain, with the international help, financial allocation which will permit to carry out this project for the crucial few months, up to the establishment of the "Volontariat de travail".

14. In the Ordinary Budget for 1960 of the Provincial Government of the Leopoldville Province the sum of CF 35 million destined for the "chantiers", was included. Of this sum CF 15 million was paid for this specified purpose <sup>4/</sup>. Further payments have so far not been forthcoming because of lack of funds. The Provincial Government intends to propose for the 1961 Budget a total sum of CF 46 million for the "chantiers" <sup>5/</sup>.

15. To prevent the danger of disintegration of the "chantiers", mentioned in paragraph 11, a major effort should be made to secure their necessary financing until they can be merged within the broader programme of the "Volontariat". To this effect, the Central Government will take the necessary steps to ensure, at least for three months the continuation of ten of the existing "chantiers". ONUC will be instrumental in debiting the required sums to the "Fonds spéciaux de contre-partie" of the Central Government at the Banque Centrale.

<sup>4/</sup> In addition, CF 2 million was budgeted and paid in the Extraordinary Budget for investment expenditures of the "chantiers".

<sup>5/</sup> The following is a very rough calculation: one "chantier" = 256 boys by the annual total cost per boy 10,000 = CF 2,560,000 18 "chantiers" (of which six for the Association "J") = CF 46,080,000. This calculation differs from that done by the "Association J", and presented in the Appendix, by a smaller number of boys (160) per "chantiers" and a lower cost per boy.



16. The sum required for the continuation of ten "chantiers" for the next two months will amount to roughly 4.5 million francs. This sum was allocated for this purpose on 8 November 1960 by the Council of the Commissioner General. The execution of the project in the Province of Leopoldville will be followed by the ONUC Civilian Operations Officer.

17. Budgetary appropriations for 1961 will be considered in the near future. We think it most likely that the Central Government can and will make additional funds available for the programme. However, it would be very advisable if the Central Government had not to bear the full financial burden but that other sources be mobilized for adequate contributions. In due time we shall submit to you the scheme and the budget of the broad programme for 1961.

18. I am sending you an additional copy of this Memorandum to be transmitted to the Director of the Bureau of Social Affairs for his information and comments.



TABLE 1. LABOUR MARKET IN THE CITY OF LEOPOLDVILLE

(figures indicate thousands)

	31 December 1959		25 August 1960		25 September 1960	
	actually employed	unemployed	actually employed	unemployed	actually employed	unemployed
1. Administration (a)	12.0	-	12.0	-	12.0	-
2. Industry and Commerce						
a) enterprises employing over 100 people	39.0	-	32.0	7.0	31.5	7.5
b) enterprises employing less than 100 people	13.0	-	6.0	7.0	5.5	7.5
3. Domestic servants (a)	8.0	-	2.5	5.5	2.5	5.5
4. Small-scale African enterprises (b)	15.0	-	12.0	3.0	9.0	6.0
5. Jeunesse découverte	-	14.0 (b)	-	16.0 (a)	-	21.0 (a)
6. Structural unemployment	-	22.0	-	22.0	-	22.0
Total :	87.0	36.0	64.5	60.5	60.5	69.5

Source: Université Lovanium: Notes & Documents. Conjonctures Socio-Economiques à Leopoldville, 2<sup>e</sup> Bulletin:  
Situation au 25 septembre 1960. Septembre 1960, page 40.

Notes: (a) Figure estimated by the University  
(b) Figure estimated by the Provincial Government